

Conseil municipal de la ville de Soorts- Hossegor

Département des Landes (40)

Séance du 28 avril 2023

Procès-verbal

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

CONSEIL MUNICIPAL

DU 28 AVRIL 2023

19 HEURES

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le vendredi 28 avril 2023 à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 17 mars 2023

URBANISME :

1. **Renouvellement de la convention avec la Fondation du Patrimoine**
2. **Cession d'une parcelle de 130m² en section cadastrale AP à la société BMSO**
3. **Acquisition des parcelles cadastrées AT 16 et AT 18 sise lieu-dit « Les Barthes » et demande de subvention auprès du Département des Landes**

MARCHES PUBLICS :

4. **Approbation du principe de lancement d'une procédure de délégation de service public pour la gestion du Casino**

AFFAIRES GÉNÉRALES :

5. **Intégration de la taxe additionnelle régionale aux tarifs de la taxe de séjour à compter du 1er janvier 2024.**
6. **Convention de mise à disposition des forages d'eau attenants au Golf à l'association du Golf Club d'Hossegor.**
7. **Conventions de parrainage dans le cadre du Centenaire d'Hossegor.**
8. **Création d'une Association Syndicale Libre (ASL) pour la gestion de l'impasse Charles Derennes**

9. Convention avec le Centre de Gestion des Landes pour la mise à jour du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et du document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) de la commune.
10. Modification de l'aménagement forestier de la forêt communale de SOORTS-HOSSEGOR pour la période 2023 – 2027 à la suite de l'extension du parc d'activités de Pédebert.
11. Demande de prolongation auprès de l'Etat de la concession du 18 juin 2019 accordée au profit de la commune pour l'équipement, l'entretien et l'exploitation des plages naturelles situées sur le domaine public maritime.
12. Label Handiplage : Renouvellement de la convention de partenariat pour les plages Sud et Blanche 2023-2027

RESSOURCES HUMAINES :

13. Ouvertures de postes à la suite des avancements de grade pour l'année 2023.
14. Prorogation de la durée de la convention 2020-2022 relative aux pôles retraites et protection sociale du Centre de Gestion des Landes 40 avec les mêmes conditions techniques, juridiques et financières que la convention initiale.
15. Plafonds de prise en charge du Compte Personnel de Formation (CPF) et ses modalités de mise en œuvre.
16. Modification du règlement intérieur du personnel communal.

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

Décisions du maire :

Affaires Générales :

- Sollicitation d'une subvention auprès du fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation FIPDR dans le cadre de l'extension du système de vidéosurveillance
- Echange culturel à Tahiti : conditions et tarification des participants au voyage
- Contrôles techniques des bâtiments au Sporting Casino
- Tarifs d'occupation du domaine public communal
- Contrat de prêt à usage avec des administrés pour la création de jardins partagés sur les parcelles numérotées AX3 4 et AX 21 sise lieu-dit « Les Barthes »

Marchés publics :

- Avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre pour la sécurisation des modes de déplacements doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor.

Soorts-Hossegor, le 20 avril 2023
Le Maire,
Christophe VIGNAUD

Ouverture de séance

Christophe VIGNAUD :

Il est 19 h, bonsoir à tous. Je déclare la séance du Conseil municipal du 28 avril 2023 ouverte.

Maëlle est désignée comme d'habitude secrétaire de séance, et je vais démarrer juste par quelques points, mais avant cela, nous allons lui souhaiter un bon anniversaire, parce qu'en fait c'est très rare pour le souligner de faire un conseil municipal lorsque c'est l'anniversaire de quelqu'un.

Ensuite, je vais vous parler de la poste, il y a un accord qui a été passé entre Intermarché à Soorts et les services de la poste en complément des services déjà existants, ce sont des accords nationaux que la poste souhaite développer. Développer ces partenariats et soulager notre poste qui se trouve dans le village de Soorts.

Nous nous sommes rendu compte qu'il y avait énormément de clients, et surtout de colis. Donc avec cet accord national cela va donner une bouffée d'air et donc à partir du 25 mai prochain, vous pourrez aller déposer des lettres, des colis, lettres recommandées et tous les services liés à la poste, avec des heures d'ouvertures un peu plus larges que celles que nous avons aujourd'hui. Ce qui est tout à fait logique de 09h00 à 19h30 du lundi au samedi, il s'agit donc d'un service supplémentaire proposé en partenariat avec Intermarché et la poste.

Cela va permettre également aux personnes qui travaillent sur la zone Pédebert d'y aller plus facilement.

Autre information, je voulais aussi vous rappeler, nous en avons parlé en commission générale, les élections sénatoriales vont avoir lieu au mois de septembre. Nous devons désigner 15 élus pour aller voter, puisque ce sont comme ils le disent « les grands électeurs » qui votent, nous avons donc besoin de 6 personnes sur le groupe des 27 élus.

En sachant que si les élus inscrits ne se rendent pas au vote, nous aurons 100€ de pénalité par élu inscrit.

Ensuite, je vous rappelle également que le 19 et le 20 mai prochain nous aurons la fête du 100TRE, dans le cadre du centenaire, cela se déroulera entre le centre-ville et les halles, et tout le programme détaillé sera disponible sur les sites internet de la mairie et de l'office du tourisme.

Nous vous y attendons nombreux, de 7 à 77 ans, même plus ! Il y aura pleins d'activités et pleins d'événements.

Pour finir, il s'agit, vous l'aurez remarqué, du retour d'Emmanuelle (BESCHERON) qui depuis qu'elle est rentrée n'arrête pas de faire des soirées protocolaires, des coopérations... donc bienvenue de nouveau, et en tout cas et bravo à toi et à toute ton équipe pour cette traversée, votre courage, votre détermination. Vous avez réalisé avec toutes tes coéquipières un défi exemplaire ! Nous vous avons suivi sur les réseaux, au P.C terre et lors de votre arrivée. Nous avons organisé une petite fête au Sporting Casino, hier tu étais aussi chez BoadRiders à Capbreton, encore Bravo Manue !!

Enfin, dernière information, la tenue d'une journée tahitienne, puisqu'on on le 6 mai c'est l'anniversaire de notre jumelage avec Tahiti.

Nous vous avons proposé à toi et à toute ton équipe de vous joindre à nous le 6 mai prochain à 18h00 au sporting, pour vous remercier, ce sera un moment d'échange et de partage.

Les Tahitiens seront évidemment présents, ensuite ça sera aussi l'occasion peut-être de revoir le film qui a été présenté hier soir en conférence.

Voilà en tout cas bravo merci encore tu nous as fait rêver pendant un long moment et franchement c'était du courage, et je crois que nous pouvons applaudir Emmanuelle BESCHERON.

Emmanuelle BESCHERON :

Je me permets de remercier toute l'équipe municipale ainsi que toute la commune pour son soutien dans le projet. Merci beaucoup.

Christophe VIGNAUD :

Passons donc à l'ordre du jour du conseil de ce soir, avant cela il faut que nous approuvions le procès-verbal du conseil du 17 mars dernier. Est-ce que vous avez des observations ou des remarques ?

Parfait, unanimité, pour le premier point, il s'agit d'un point urbanisme et Maëlle va nous parler du renouvellement de la convention avec la fondation du patrimoine.

URBANISME :

1. Renouvellement de la convention avec la Fondation du Patrimoine

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Merci Monsieur le Maire, depuis 2018 une convention est conclue avec la fondation du patrimoine pour inciter les propriétaires d'un bien classé en bâti remarquable au titre du site patrimonial remarquable à réaliser des travaux de rénovation. Cela peut concerner du ravalement de façade, des changements de menuiserie... Cette convention permet aux propriétaires d'obtenir une défiscalisation du montant des travaux, la commune abonde le fonds d'investissement créé et géré par la fondation du patrimoine d'un montant égal à 1% du coût total des travaux effectués par les propriétaires concernés.

Nous trouvons intéressant de renouveler cette convention avec la fondation du patrimoine qui arrive à échéance et ce pour une durée de 2 ans : sont à noter, nous souhaiterions porter le taux d'intervention de la commune à 2% du coût des travaux et en limitant l'aide à une enveloppe globale totale annuelle de 10 000€ et en faisant toujours bénéficier les propriétaires dont le bien est classé en « bâti remarquable » mais également pour les villas classées « intéressantes ».

Vous êtes invités à approuver le renouvellement de cette convention pour 2 ans et à autoriser Monsieur le Maire à la signer.

Christophe VIGNAUD :

Avez-vous des observations ? Très bien, passons au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Unanimité, merci.

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-001 : Renouvellement de la convention avec la Fondation du Patrimoine

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Reconnue d'utilité publique, la Fondation du Patrimoine, organisme privé indépendant à but non lucratif, a pour mission de promouvoir la connaissance, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine, sur le territoire français, et plus particulièrement celui qui n'est pas protégé au titre des monuments historiques.

La délivrance d'un label permet, sous certaines conditions, aux propriétaires privés de patrimoine non protégé au titre des monuments historiques de déduire de leur revenu global les dépenses d'entretien et de réparation de leurs immeubles patrimoniaux

La Commune de Soorts-Hossegor abonde le fonds d'investissement créé et géré par la Fondation du Patrimoine d'un montant égal à 1% du coût TTC des travaux effectués par les propriétaires concernés,

Considérant qu'il semble intéressant de renouveler cette convention avec la Fondation du Patrimoine :

- en portant le taux d'intervention de la commune à 2% du coût TTC des travaux effectués et en limitant l'aide à une enveloppe globale annuelle de 10 000 € ;
- en faisant bénéficier les propriétaires dont le bien est classé en bâti remarquable et en villas intéressantes ;
- en reportant les fonds non utilisés de 7 839 € de la période précédente 2020-2021 pour des opérations à caractère exceptionnel.

VU les articles L. 143-1 et suivants du code du patrimoine portant sur les institutions relatives au patrimoine culturel ;

VU la délibération 11 décembre 2020 portant renouvellement de la convention avec la Fondation du Patrimoine ;

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le conseil municipal*

DÉCIDE de

- limiter l'aide à une enveloppe globale annuelle de 10 000 € pour les propriétaires dont le bien est classé en bâti remarquable et en villas intéressantes ;
- reporter les fonds non utilisés pour des opérations à caractère exceptionnel ;
- venir en soutien à la communication de la Fondation en relayant leur documentation et affiches permettant de valoriser in fine le patrimoine local.

APPROUVE la convention à intervenir entre la Commune de Soorts-Hossegor et la Fondation du Patrimoine jointe en annexe.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents liés à cette affaire dont la convention.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

2. Cession d'une parcelle de 130m² en section cadastrale AP à la société BMSO

Christophe VIGNAUD :

Point suivant toujours urbanisme, avec la cession d'une parcelle de 130 m² cadastrée AP 90P à la société BMSO.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Tout à fait, à la suite de la création d'un nouveau carrefour giratoire au niveau de l'entrée de la société point P, a conduit, il y a quelques années à la modification de l'accès du bâtiment par la route de Seignosse et l'avenue des Tisserands.

Cela a impacté la surface de vente du magasin, en l'occurrence en la réduisant. A titre de compensation, la société BMSO souhaite faire l'acquisition d'une partie résiduelle de terrain située en limite d'espace public et récupérer ainsi de la surface de vente.

Cette cession a été rendue possible par la mise en sens unique de l'avenue des Tisserands, il est donc proposé de céder une superficie d'environ 130 m², et la surface exacte sera délimitée dans le document d'arpentage qui sera réalisé par la suite, au prix de 120€/m².

L'assemblée est invitée à autoriser Monsieur le Maire à céder cette parcelle et à signer tous les documents s'y rapportant.

Christophe VIGNAUD :

C'était le prix moyen de vente qui a été constaté sur le fond de la raquette dans l'extension de la zone Pédebert.

Est-ce que vous avez des observations à ce sujet ? Non, passons au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Unanimité, parfait.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n° 230428-002 : Cession d'une parcelle de 130 m² en section cadastrale AP à la société BMSO

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La création d'un nouveau carrefour giratoire au niveau de l'entrée de Point P (société BMSO) a conduit à la modification de l'accès de ce négoce de matériaux du bâtiment par la route de Seignosse et l'avenue des Tisserands et a impacté la surface de vente du magasin en la réduisant.

A titre de compensation, il a été proposé à la société BMSO, de faire l'acquisition d'une partie résiduelle de terrain située en limite d'espace public et récupérer ainsi de la surface de vente. Cette cession est rendue possible par la mise en sens unique de l'avenue des Tisserands.

La cession du domaine public oblige à une consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale de la Direction Générale des Finances Publiques. Le montant évalué par l'administration fiscale s'élève à 4500 € ; toutefois, cette évaluation ne prend pas en compte la génération d'espace de vente comme indiqué plus haut.

Pour rappel, la Commune n'a pas d'obligation de suivre l'avis du Domaine sur la valeur vénale mais doit déterminer le prix de vente en fonction des prix du marché et de l'intérêt public local.
La partie de parcelle détachée a une superficie d'environ 130 m². Il a été convenu une cession au prix de 120€/m² ainsi que cela se pratique sur la Zone d'Activité de Pédebert.

La partie d'espace public d'environ 130 m² (espace résiduel suite aux travaux de réaménagement des espaces publics par la Communauté de communes MACS en 2018) située au droit des parcelles AP 96 et AP 116 sera désaffectée du domaine public communal. Puis, elle sera déclassée après division réglementaire effectuée par un géomètre-expert et reversée dans le domaine privé de la Commune afin d'être cédée à la société BMSO.

VU les articles L. 2241-1 et suivant du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L. 3111-1 et L 3221-1 du Code Général des Propriétés des Personnes Publiques ;

VU la demande de la Société BMSO sollicitant la cession de la parcelle cadastrée AP n°96p ;

VU l'avis de France Domaine en date du 18 août 2021 ;

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de désaffecter une partie du domaine public en section cadastrale AP au droit des parcelles AP 96 et AP 116 puis de la déclasser du domaine public pour la reverser dans le domaine privé de la Commune.

DÉCIDE de vendre cette nouvelle parcelle issue du déclassement du domaine public en section AP, d'une superficie approximative de 130 m², à la société BMSO au prix de 120 €/m².

INDIQUE que les frais de notaire et de géomètre seront à la charge de la société BMSO.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte afférent à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

3. Acquisition des parcelles cadastrées AT 16 et AT 18 sise lieu-dit « Les Barthes » et demande de subvention auprès du Département des Landes

Christophe VIGNAUD :

Le point suivant, le point numéro 3 c'est Michel (VILLEGER), qui va nous parler de l'acquisition d'un terrain sur le lieu-dit des Barthes.

Michel VILLEGER :

Oui donc après les ventes, les achats, la commune étant très sensible aux enjeux environnementaux sur son territoire, elle est titulaire du droit de préemption par délégation sur les Espaces Naturels Sensibles depuis la création du périmètre ENS en 2006 par le Département des Landes.

Le Département des Landes a transmis deux Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) dans le cadre des cessions des parcelles AT 16 et 18, indiquant le délai pour préempter.

Au titre de l'article L. 215-1 et suivants, ainsi que de l'article R. 213-1 et suivants du code de l'Urbanisme, la commune a proposé de faire l'acquisition de ces parcelles au prix de 2500 €/ha soit 1331 € pour 5324 m². Cette proposition a été acceptée par le vendeur dans une correspondance adressée en mairie le 29 mars 2023.

Cette acquisition entre dans le cadre du projet communal de mise en valeur et de pédagogie du secteur naturel des Barthes, et qui sera ouvert au public.

Une seconde parcelle est en cours d'acquisition, et ce sujet sera abordé lors du prochain conseil sans doute !

Donc, je vous invite à autoriser Monsieur le Maire à signer les actes nécessaires à cette acquisition et à solliciter les subventions auprès du département des Landes à hauteur de 50% pour cette acquisition.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-003 : Acquisition des parcelles cadastrées AT 16 et AT 18 sise lieu-dit « Les Barthes » et demande de subvention auprès du Département des Landes

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Sensible aux enjeux environnementaux sur son territoire, la Commune de Soorts-Hossegor est titulaire du droit de préemption par délégation sur les Espaces Naturels Sensibles depuis la création du périmètre ENS en 2006 par le Département des Landes.

Le Département des Landes a transmis deux Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) dans le cadre des cessions des parcelles AT 16 et 18, indiquant le délai pour préempter.

Au titre de l'article L. 215-1 et suivants, ainsi que de l'article R. 213-1 et suivants du code de l'Urbanisme, la commune a proposé de faire l'acquisition de ces parcelles au prix de 2500 €/ha soit 1331 € pour 5324 m². Cette proposition a été acceptée par le vendeur dans une correspondance adressée en mairie le 29 mars 2023.

Cette acquisition entre dans le cadre du projet communal de mise en valeur et de pédagogie du secteur naturel des Barthes, et qui sera ouvert au public.

Par ailleurs, dans la continuité de l'action de protection du patrimoine naturel landais menée par le Département, une aide financière peut être sollicitée par la Commune sous la forme de subvention au titre de soutien aux acquisitions foncières auprès du service Patrimoine Naturel de la Direction de l'Environnement. Le règlement départemental indique un taux d'aide de 50 % maximum sur les terrains non bâtis en Zone de Protection des Espaces Naturels Sensibles (ZPENS).

VU l'article L. 215-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

VU l'article R. 213-1 et suivants du code de l'Urbanisme ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 24 février 2006 sollicitant la création d'une zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur les secteurs dits des Barthes d'Hossegor et de Monbardon ;

VU la délibération du Conseil Départemental des Landes en date du 19 juin 2006, instaurant le droit de préemption sur le périmètre des Barthes de Soorts-Hossegor ;

VU le règlement d'intervention du Département des Landes sur le maintien des milieux naturels ;

VU la réponse favorable effectuée par le vendeur à la Commune le 29 mars 2023.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE l'acquisition des parcelles cadastrées AT 16 et 18 dans le cadre de l'application du droit de préemption dans la zone des Espaces Naturels Sensibles instaurée dans les Barthes de Soorts-Hossegor.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout acte nécessaire dans le cadre de cette acquisition.

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions auprès du Département des Landes dans le cadre du règlement d'intervention approuvé par le Conseil Départemental.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

MARCHES PUBLICS :

4. Approbation du principe de lancement d'une procédure de délégation de service public pour la gestion du Casino

Christophe VIGNAUD :

Avez-vous des observations ? Non, parfait, passons au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci

Le point suivant, le point numéro 4, il s'agit de l'approbation du principe le lancement d'une procédure de délégation de service public (DSP) pour la gestion du Casino, alors comme vous le savez, fin octobre est la date de la fin de notre DSP et nous devons donc relancer cette procédure.

Parallèlement à cela, les travaux seront lancés début janvier, ces travaux qui vont un peu impacter le bâtiment et les acheminements à droite et à gauche de la bâtisse.

Nous allons donc relancer donc une DSP pour l'exploitation du casino, dans les règles de l'art, comme habituellement en diffusant auprès des supports classiques mais une DSP juste pour une période de 4 ans, cette durée qui représente plus ou moins la durée des travaux de réhabilitation du Sporting Casino.

Je vous rappelle que cette durée nous a été imposée par la Drac et nous devons adapter tout cela.

A l'issue de ces travaux, nous procéderons au lancement d'une nouvelle DSP plus longue.

Alors aujourd'hui, il s'agit d'acter le principe de la procédure de délégation de service public. Il a été soumis à l'avis du comité social territorial qui s'est tenu le 12 avril et doit donc être maintenant validé par le Conseil municipal.

Avez des questions ou des remarques à ce sujet ? Très bien, passons au vote. Etes-vous d'accord pour que la commune relance une DSP pour 4 ans ? A l'issue de cela, nous aurons à choisir le délégataire qui pourra faire vivre notre casino.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Parfait, unanimité, merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-004 : Approbation du principe de lancement d'une procédure de délégation de service public pour la gestion du Casino.

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Si les jeux organisés dans un casino ne constituent pas, en eux-mêmes, une activité de service public, la convention obligatoire qui lie l'exploitant à la Commune a le caractère d'une Délégation de Service Public (DSP) en raison des charges, concourant à la réalisation de missions d'intérêt général, imposées au cocontractant comme la promotion touristique et culturelle de la Commune, la restauration et la réalisation de travaux de rénovation et d'embellissement des biens concédés.

La délégation de service public pour la gestion du Casino de Soorts-Hossegor arrivant à échéance le 31 octobre 2023, il convient de relancer la procédure de mise en concurrence.

Il est proposé à l'assemblée de lancer une mise en concurrence courte, de 4 années, le temps des travaux de réfection du Sporting.

Une fois les travaux terminés, la Commune pourra relancer une consultation dans un bâtiment tout neuf, ce qui permettra d'intégrer dans le contrat l'obligation de réaliser des travaux conséquents au sein de la salle de jeu.

Le service de restauration sera intégré à la salle de jeu et l'activité de promotion touristique et culturelle sera surtout réalisée via du parrainage, les salons n'étant plus accessibles pour y faire des événements.

L'article L. 1411-4 du code général des collectivités territoriales prévoit que les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leur groupement et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local. Elles statuent au vu d'un rapport joint en annexe.

Ce rapport présente :

- Les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire ;
- Les différents modes de gestion possibles (régie directe, régie autonome, régie personnalisée, gestion déléguée).

La gestion sous forme de délégation de service public imposée par l'article R. 2124-31 du CG3P et L. 1411-1 du CGCT présente les principaux avantages suivants :

- Un large transfert des risques et des responsabilités vers le délégataire ;
- Le bénéfice de l'expertise et de l'expérience d'un prestataire privé quelle qu'en soit sa nature (société, association...) ;
- Une maîtrise du service par le contrôle du délégataire.

Au regard de ces avantages et des considérations rappelées ci-avant, il est proposé de recourir à une gestion sous forme de Délégation de Service Public pour l'exploitation du Casino.

L'attribution de la DSP fait suite à une procédure de publicité permettant la présentation de plusieurs offres concurrentes.

La commission de délégation de services publics, créée par délibération en date du 1^{er} septembre 2020, dresse la liste des candidats admis à présenter des offres, offres qui sont ensuite librement négociées par le Maire qui choisit le délégataire et signe la convention DSP après son approbation par délibération du conseil municipal.

VU les dispositions du code général des collectivités territoriales,

VU les dispositions du code de la commande publique,

VU les dispositions du code de la sécurité intérieure,

VU l'arrêté du 14 mai 2007 relatif à la réglementation des jeux dans les casinos,

CONSIDÉRANT l'exposé de Monsieur le Maire ci-dessus,

CONSIDÉRANT l'avis favorable donné par les membres du Comité Social Territorial, lors de la séance du 12 avril 2023, sur le principe de lancement de la DSP pour la gestion du Casino,

Après avoir délibéré,

A l'Unanimité,

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le lancement d'une Délégation de Service Public pour la gestion du Casino.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à :

- Accomplir les formalités nécessaires à la sélection du délégataire, notamment l'appel des candidatures, le recueil des offres, leur examen par la commission de DSP, leur négociation ainsi que la préparation de choix du délégataire à soumettre ultérieurement au conseil municipal ;
- Signer tout acte concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

AFFAIRES GÉNÉRALES :

5. Intégration de la taxe additionnelle régionale aux tarifs de la taxe de séjour à compter du 1er janvier 2024.

Christophe VIGNAUD :

Passons aux affaires générales avec l'intégration de la taxe additionnelle régionale au tarif de la taxe de séjour à compter du 1 janvier 2024 et c'est Edouard (DUPOUY) qui va nous parler de cela.

Edouard DUPOUY :

Merci Monsieur le Maire alors il s'agit d'une taxe additionnelle régionale à la taxe de séjour. Cette taxe a été intégrée dans la loi de finances 2023, elle a vocation à financer les grands projets d'infrastructures ferroviaires français à venir, sera perçue au bénéfice des établissements publics locaux créés pour contribuer au financement de ces projets.

D'un taux de 34% ; elle s'ajoutera à la taxe de séjour instituée par la commune, sur les territoires des départements concernés par les futures lignes.

Elle sera applicable à compter du 1 janvier 2024 pour les lignes sud-ouest, elle sera perçue par la commune et reversée à l'établissement public compétent pour la ligne du grand projet du sud-ouest. L'assemblée est invitée à valider les nouveaux tarifs applicables concernant la taxe de séjour.

Christophe VIGNAUD :

Est-ce que vous avez des questions ?

Henri ARBEILLE :

Juste pour avoir une précision, cette taxe se rajoute par rapport à ce que nous avons déjà validé à MACS ? L'enveloppe de 10 M€, pour ce grand projet ?

Christophe VIGNAUD :

Absolument !

Henri ARBEILLE :

Projet que je n'avais pas validé puisque j'avais voté contre.

Christophe VIGNAUD :

Tout à fait et moi aussi, nous étions dans le même bateau.

Henri ARBEILLE :

Donc ça se rajoute ?

Christophe VIGNAUD :

Absolument, ça se rajoute à la taxe.

Alors il y a une taxe qui est établie au niveau de la commune et on la rajoute bien entendu à cela sur la commune et en fait on prend acte qu'il faut mettre ces 34%. Si on ne le fait pas, on le déduirait des taxes que nous « commune » percevons.

Cela veut dire que cet argent-là, même si nous avons voté contre et je me souviens, on était 19 oui 19 contre 20.

C'est pour donc continuer à alimenter ce projet pour lequel, en tout cas nous sommes d'accord, ne servira à rien ! Mais c'est un autre sujet.

Henri ARBEILLE :

Nous avons encore une nouvelle taxe qui est déjà qui est la TSE, la taxe sur l'équipement, donc là c'est triple peine !

Edouard DUPOUY :

Juste un commentaire, non seulement c'est la triple peine mais en plus il y a un côté un peu malhonnête, parce que nous allons collecter cette taxe sous l'intitulé « taxe de séjour » et la taxe de séjour, cela a toujours été une taxe que la commune pilote, nous choisissons les taux afin de développer le tourisme, et c'est ça le but de la taxe de séjour.

Et là, cette taxe on la collecte pour la reverser, donc finalement il y a un côté malhonnête parce que pour l'entité qui la perçoit c'est complètement transparent.

Mais nous, faisons le « sale boulot », c'est à dire qu'on va dire aux hôteliers, bon il faut augmenter ce taux, il faut collecter pour in fine le reverser.

Donc moi, je trouve que c'est malhonnête et on aurait dû créer soit une autre taxe sous un autre nom soit le faire d'une autre manière et en plus de cela, nous n'avons pas d'avis à donner !

Nous sommes obligés de voter cette délibération, même si au fond nous sommes contre ! Enfin moi, personnellement je suis contre.

Henri ARBEILLE :

Tout à fait et je vous rejoins surtout qu'il faut expliquer pourquoi nous avons voté contre.

Les 3 conseillers communautaires d'Hossegor ont voté contre, nous étions contre le la participation au financement et ce n'était pas ce qu'on est pour ou contre la création de de la LGV entre Bordeaux et Toulouse.

Surtout que nous ne sommes pas impactés par cette ligne pour l'instant, nous le serons certainement plus tard. Et nous serons amenés à y contribuer lorsque nous parlerons du tronçon Dax/Espagne.

Pour moi, participer à ce financement franchement c'était un cadeau que faisait Monsieur FROUSTEY pour ne pas le nommer, à l'époque des législatives où Monsieur Rousset était venu vendre cette participation.

D'ailleurs Dax avait une première fois voté contre également. D'ailleurs au passage je ne félicite pas les élus qui s'étaient abstenus parce qu'à 10M€ l'abstention ça fait un peu cher.

Christophe VIGNAUD :

Sachant que cette enveloppe de 10M€ ce n'est que le point de départ pour soi-disant être à la table des discussions, en sachant que derrière nous allons encore de nouveau devoir financer d'une manière ou d'une autre.

Puis, il est vrai qu'à la base, la taxe de séjour si je ne m'abuse, c'est pour la promotion d'une ville au travers de l'office du tourisme.

Henri ARBEILLE :

Ces 10M€ représentent une partie, et là c'est 2% que nous allons avoir à payer sur des travaux de cette LGV qui je me répète n'est pas sur notre territoire. Donc je suis tout à fait d'accord avec vous, c'est un scandale !

Christophe VIGNAUD :

Aujourd'hui, il s'agit d'intégrer cette nouvelle taxe pour ne pas avoir à la déboursier.

Donc qui est pour ?

Assemblée :

Pour mais contre !!

Christophe VIGNAUD :

Je suis d'accord nous allons voter pour mais nous sommes contre.

Emmanuelle BESCHERON :

Juste une question, pour être transparents auprès des vacanciers on ne peut pas communiquer différemment ?

Christophe VIGNAUD :

Alors ce n'est pas qu'on ne peut pas communiquer différemment, là, en fait le loueur il va avoir cette taxe qui sera noyée dans son prix de taxe de séjour et après comme l'a très bien expliqué Edouard, nous commune, allons percevoir cette partie, que nous reverserons.

Edouard DUPOUY :

Pour être transparent, le mieux c'est juste d'informer et c'est ce qu'on a fait d'ailleurs, on a informé le président de l'Office de Tourisme en début de l'année et puis j'en ai parlé avec un représentant des hôteliers des Landes, c'est juste de communiquer et de dire qu'en fait les municipalités qui vont valider ces taux elles ont l'obligation, elles n'ont pas vraiment le choix et c'est juste comme ça qu'on peut communiquer.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Pardon mais toutes les communes qui sont touchées par le tracé de la LGV mais qui ne perçoivent pas de taxe de séjour comment participent elles à cet effort ?

Christophe VIGNAUD :

Comme vient de me le dire Eric, les communes doivent aussi collecter les 34%.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

34% de quoi ? Si elles ne perçoivent pas de taxe de séjour ?

Christophe VIGNAUD :

Il y a un barème de base mais c'est une très bonne question. Nous allons nous procurer ce barème. Mais toutes les communes doivent reverser cette taxe.

Parfait, passons au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-005 : Intégration de la Taxe Additionnelle Régionale aux tarifs de la taxe de séjour à compter du 1^{er} janvier 2024

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Une Taxe Additionnelle Régionale à la taxe de séjour a été intégrée dans la loi de finances 2023. Cette taxe, qui a vocation à financer les grands projets d'infrastructures ferroviaires français à venir, sera perçue au bénéfice des établissements publics locaux créés pour contribuer au financement de ces projets.

D'un taux de 34 %, elle s'ajoutera à la taxe de séjour instituée par la Commune sur les territoires des départements concernés par les futures lignes. Elle sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2024 pour les lignes Sud-Ouest ; elle sera perçue par la Commune et reversée à l'Établissement Public compétent pour la ligne du Grand Projet du Sud-Ouest.

VU les articles L. 2333-26 et suivants du code général des collectivités territoriales,

VU le décret n° 2015-970 du 31 juillet 2015 relatif à la taxe de séjour et à la taxe de séjour forfaitaire,

VU les articles R. 5211-21, R. 2333-43 et suivants du code général des collectivités territoriales,

VU la loi de finances n°2022-1726 du 30 décembre 2022,

CONSIDÉRANT l'instauration d'une Taxe Additionnelle Régionale (TAR) à la taxe de séjour dans la loi de finance 2023 qui a vocation à financer les grands projets d'infrastructures ferroviaires français à venir,

CONSIDÉRANT que cette taxe sera perçue par la Commune et reversée à l'Établissement Public compétent pour la ligne du Grand Projet du Sud-Ouest.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de fixer les nouveaux tarifs comme suit, à compter du 1^{er} janvier 2024 :

Catégories d'hébergement	Tarif plancher	Tarif plafond	Commune	Département	Taxe Additionnelle Régionale	Prix total
Palaces	0,70 €	4,60 €	3,00 €	0,30 €	1,02€	4,32 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	0,70 €	3,30 €	1,20 €	0,12 €	0,41€	1,73 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	0,70 €	2,50 €	1,09 €	0,11 €	0,37€	1,57 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,50 €	1,60 €	1,00 €	0,10 €	0,34€	1,44 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,30 €	1,00 €	0,90 €	0,09 €	0,31€	1,30 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,20 €	0,80€	0,75 €	0,08 €	0,26€	1,09 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de	0,20 €	0,60 €	0,60 €	0,06 €	0,20€	0,86 €

stationnement touristiques par tranche de 24 heures.					
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles, et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes ports de plaisance	0,20 €	0,20 €	0,02 €	0,07€	0,29 €

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
 Au registre suivent les signatures,
 Pour extrait certifié conforme,
 A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

1. Convention de mise à disposition des forages d'eau attenants au Golf à l'association du Golf Club d'Hossegor.

Christophe VIGNAUD :

Le point n°6, qui est la convention de mise à disposition des forages d'eau attendant au golf à l'association du Golf d'Hossegor, c'est Alain qui va nous parler de cela.

Alain CLAVERIE :

Merci Monsieur le Maire, les anciens forages F 1 et F 2 sur les parcelles cadastrées BC 45 et 51, c'est à dire au sud du stade de l'entraînement de rugby, ils ont été autorisés en 2001 par arrêté préfectoral et utilisés pour le pompage de l'eau brute avant traitement et ils ont été abandonnés à la suite de la démolition de l'usine d'eau de traitement de centre -ville d'Hossegor en 2015. L'eau était impropre à la consommation et le choix de la collectivité d'acheter l'eau en gros au SIPEP d'Angresse (intégré par la suite au SYDEC). Ces 2 forages existent toujours mais évidemment ils ne sont plus exploités.

Il est donc proposé de les mettre à disposition du Golf d'Hossegor pour la création de 2 nouveaux points de puisage pour l'arrosage du parcours et le Conseil municipal est invité à autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition de ces forages.

Christophe VIGNAUD :

Est-ce que vous avez des questions par rapport à cela ? Non, passons au vote. Qui est pour ? Unanimité, parfait.



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations

du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-006 : Convention de mise à disposition des forages d'eau attenants au Golf à l'association du Golf Club d'Hossegor.

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Les anciens forages F1 et F2 sur les parcelles cadastrées BC 45 et 51, autorisés en 2001 par arrêté préfectoral et utilisés pour le pompage de l'eau brute avant traitement ont été abandonnés à la suite de la démolition de l'usine d'eau du centre-ville d'Hossegor en 2015 et au choix de la collectivité d'acheter l'eau en gros au SIPEP d'Angresse (intégré par la suite au SYDEC).

Ces deux forages existent toujours mais ne sont plus exploités. Il est proposé de les mettre à disposition du Golf d'Hossegor pour la création de deux nouveaux points de puisage pour l'arrosage du parcours.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition des forages d'eau attenants au Golf avec l'association du Golf Club d'Hossegor.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

1. Conventions de parrainage dans le cadre du Centenaire d'Hossegor.

Christophe VIGNAUD :

Le point suivant, il s'agit d'une convention de parrainage dans le cadre du centenaire de ce corps et c'est Céline LUNARDELLI qui va nous expliquer ce point, il s'agit d'une convention de parrainage.

Céline LUNARDELLI :

Le parrainage, consiste pour une entreprise à soutenir financièrement un événement, une personne, un produit ou une organisation, dans un but publicitaire.

L'arrêté du 6 janvier 1989 relatif à la terminologie économique et financière définit le parrainage comme un « soutien matériel apporté à une manifestation, à une personne, à un produit ou à une organisation en vue d'en retirer un bénéfice direct. Les opérations de parrainage sont destinées à promouvoir l'image du parrain et comportent l'indication de son nom ou de sa marque. »

Des sociétés souhaitent participer au centenaire dans le cadre de convention de parrainage et donc le Conseil municipal est invité à autoriser Monsieur le Maire à signer ces conventions.

Christophe VIGNAUD :

Est-ce que vous avez des questions, des remarques, des observations ? Passons au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

**Extrait du registre des délibérations
du Conseil Municipal**

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-007 : Conventions de parrainage dans le cadre du Centenaire d'Hossegor

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les dispositions des articles L. 2121-29, L. 2122-22 et L. 2541-12 ;

Le parrainage, consiste pour une entreprise à soutenir financièrement un événement, une personne, un produit ou une organisation, dans un but publicitaire.

L'arrêté du 6 janvier 1989 relatif à la terminologie économique et financière définit le parrainage comme un « soutien matériel apporté à une manifestation, à une personne, à un produit ou à une organisation en vue d'en retirer un bénéfice direct. Les opérations de parrainage sont destinées à promouvoir l'image du parrain et comportent l'indication de son nom ou de sa marque. »

CONSIDÉRANT que la Commune de Soorts-Hossegor souhaite développer une démarche de parrainage pour dégager des financements complémentaires dans le cadre du centenaire d'Hossegor ;

CONSIDÉRANT l'intérêt pour la Commune de Soorts-Hossegor d'accepter les parrainages de l'ensemble des acteurs du développement économique dans la valorisation et la promotion du centenaire de la station.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE les conventions ci-annexées de parrainage.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les conventions ci-annexées et à procéder à toutes les opérations s'y rapportant.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

1. Création d'une Association Syndicale Libre (ASL) pour la gestion de l'impasse Charles Derennes

Christophe VIGNAUD :

Point, suivant, point numéro 8, il s'agit de la création d'une association syndicale libre, l'ASL pour la gestion de l'impasse Charles Derennes.

C'est l'impasse qui se trouve juste derrière, là où se trouve la police municipale.

C'est une impasse privée divisée en 6 lots, et comme vous le savez, un des lots nous appartient, la police municipale.

Donc, dans un souci de gestion efficace, il est proposé de faire une sorte de syndic sous la forme d'une ASL, association syndicale libre et qui pourra le cas échéant régler les litiges ou autres actions que nous pourrions avoir dans cette impasse.

Le Conseil municipal est donc invité à valider ce principe de création et de m'autoriser à signer les statuts et tout autre document afférent à cette association.

Est-ce que vous avez des questions sur le sujet ? Sachant que le poste de police municipale devrait être livré, espérons-le avant la fin du mois de juin !

Michel VILLEGER :

Pardon mais c'est une impasse privée et donc ça ne sera pas nous seuls de l'entretenir.

Christophe VIGNAUD :

C'est pour cela que nous créons cette ASL. Donc Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Merci



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-008 : Création d'une Association Syndicale Libre (ASL) pour la gestion de l'impasse Charles Derennes

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les dispositions des articles L. 2121-29, L. 2122-22 et L. 2541-12 ;

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 modifiée par les lois n°2004-1343 du 9 décembre 2004, n°2006-1772 du 30 décembre 2006 et n°2014-366 du 24 mars 2014 relative aux associations syndicales de propriétaires et tous textes d'application complémentaires ou modificatifs.

L'impasse Charles Derennes est une impasse privée divisée en 6 lots dont un des lots appartient à la commune de Soorts-Hossegor (terrain comprenant le poste de police municipale).

Afin de régulariser la relation entre les différents propriétaires et d'assurer une gestion pérenne de cette impasse, il est proposé de créer une association syndicale libre (ASL).

L'ASL correspond à un groupement de fonds de terrain à la différence du syndicat des copropriétaires, qui regroupe les propriétaires de logements faisant partie d'un même immeuble.

Le conseil municipal est invité à valider le principe de création de l'ASL et autoriser Monsieur le Maire à signer les statuts et tous autres documents afférents à cette association.

Cette ASL sera dénommée « ASL des propriétaires de l'impasse Charles Derennes »

Seront membres de cette Association les propriétaires ou copropriétaires des terrains, bâtis ou non, cadastrés section BM, parcelles numéros 78, 79, 80, 81, 82 et 83.

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre en place une ASL afin de gérer cette copropriété horizontale

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité,

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le principe de création d'un ASL

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les statuts ci-annexés et à procéder à toutes les opérations s'y rapportant.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

8. Convention avec le Centre de Gestion des Landes pour la mise à jour du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et du document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) de la commune.

Christophe VIGNAUD :

Point numéro 9, c'est la convention avec le centre de gestion des Landes CDG pour la mise à jour du plan communal de sauvegarde PCS et le document d'information communale que vous avez tous reçu sur les risques majeurs, le DICRIM de la commune.

Comme vous le savez nous avons refait le PCS dans sa totalité ainsi que le DICRIM que vous avez donc tous reçu dans vos boîtes aux lettres et nous avons aujourd'hui un guide pour faire face aux événements majeurs si nous avons une catastrophe.

Le CDG nous propose d'adhérer afin de nous permettre de mettre à jour ces outils.

Nous devons approuver le principe d'adhésion à ce service qui est mis en place par le CDG 40 et de m'autoriser à signer la convention afférente à ce dossier.

Est-ce que vous avez des questions ? Passons au vote, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?
Merci



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-009 : Convention avec le Centre de Gestion des Landes pour la mise à jour du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et du Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) de la commune.

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Centre de Gestion des Landes propose une convention d'adhésion au service Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et du Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM). Cette convention permet l'élaboration d'un PCS et d'un DICRIM et/ou la mise à jour de ces derniers.

L'élaboration ou la mise à jour des PCS et DICRIM permet :

- de prendre en compte les modifications introduites par le nouveau Document Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM) arrêté par les services de l'Etat dans le département ;
- de prendre en compte tous les changements de personnels, de mise à jour des tableaux relatifs aux personnes nécessitant une attention particulière, de numéros de téléphone des élus et référents, ainsi que la mise à jour de la cartographie (notamment concernant le risque inondation) ;
- de réaliser une mise à jour du Système d'Alerte et d'Information des Populations (SAIP) ainsi que l'affichage obligatoire en mairie concernant les risques majeurs et, pour les Communes concernées, le plan POLMAR (Pollution Maritime).

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, notamment les titres I et II et les décrets d'application ;

VU la loi M 2021-1520 du 25 novembre 2021, notamment le titre Ier et les décrets d'application

VU le décret n° 2005-1269 du 12 octobre 2005 relatif au code d'alerte national et aux obligations des services radio et de télévision et des détenteurs de tout autre moyen de communication au public et pris en application de l'article L. 737-7 du code de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde, pris pour application de l'article 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n° 2005-1157 du 13 septembre 2005 relatif au plan ORSEC, pris en application des articles L. 741-1 à L. 741-5 du code de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 relatif aux plans particuliers d'intervention concernant certains ouvrages ou installations fixes pris pour application de l'article 15 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ; vu les articles L.1424-3, L.1424-4, L.2211-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1 du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L.125-2 et R.125-9 à R.125-14 du Code de l'environnement sur le droit à l'information ;

VU les articles L.563-3 et R.563-11 à R.563-15 du Code de l'environnement qui prescrivent l'implantation de repères de crue dans les zones inondables (la liste de ces repères et la carte communale de leur implantation doivent figurer dans le DICRIM) ;

VU les articles L. 125-5 et R.125-23 à R.125-27 du Code de l'environnement définissant les conditions d'information sur les risques des locataires ou acquéreurs d'un bien immobilier à partir des documents mis à disposition des maires par le préfet de chaque département ;

VU le décret n ° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale ;

Vu la circulaire ministérielle INTE 0500080C du 12 août 2005 relative aux réserves communales de sécurité civile ;

VU le projet de convention présenté en annexe,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la convention cadre portant sur la création et la mise à jour du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et du Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) présentée en annexe de la présente délibération,

AUTORISE Monsieur le Maire à intervenir sur toutes pièces et formalités y afférentes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Christophe VIGNAUD

10.Modification de l'aménagement forestier de la forêt communale de SOORTS-HOSSEGOR pour la période 2023 – 2027 à la suite de l'extension du parc d'activités de Pédebert.

Christophe VIGNAUD :

Point suivant, il s'agit de la modification de l'aménagement forestier de la forêt communale de Soorts pour la période 2023-2027 à la suite de l'extension du parc d'activités Pédebert.

Lors de l'extension de la nouvelle partie de la zone Pédebert, la fameuse raquette dont on parle très souvent il y a une suppression de parcelles forestières et nous étions dans l'obligation de faire des compensations et là nous allons régulariser ces parcelles en intégrant donc ces fameuses compensations qui avaient été faites à l'époque ainsi que le programme d'action à mener à moyen terme sur les parcelles concernées.

Vous avez eu tout le détail des parcelles concernées dans la note de synthèse, et ce soir, nous devons approuver ces modifications, et vous devez m'autoriser à signer les documents afférents à cette affaire.

Est-ce qu'il y a des questions ? Très bien, passons au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient.

Merci.



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-010 : Modification de l'aménagement forestier de la forêt communale de SOORTS-HOSSEGOR pour la période 2023 - 2027

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire indique que le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur le projet de modification de l'aménagement forestier de la forêt communale proposé par l'ONF ; ce projet modifie et complète l'aménagement forestier en vigueur de façon mineure sur la période 2023-2027.

Monsieur le Maire expose les grandes lignes du projet de modification qui comprend :

- la suppression de l'ancienne parcelle forestière 4 de la forêt communale à la suite de l'extension du parc d'activités de Pédebert ;
- l'intégration des mesures de compensation environnementale telles qu'elles ont été demandées par les services de l'Etat lors de l'autorisation de l'extension de la Zone d'Activités de Pédebert acceptées par la Commune sur les parcelles 6 et 7 de la forêt communale ;
- l'intégration à l'aménagement forestier d'une parcelle cadastrale (AO 16) récemment rattachée au régime forestier qui formera la nouvelle parcelle 4 ;
- un programme d'actions sur le moyen terme, en particulier sur les parcelles forestières 4, 6a, 6b et 7 ; les grands objectifs de l'aménagement forestier restant en vigueur.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la modification de l'aménagement proposé.

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

11.Demande de prolongation auprès de l'Etat de la concession du 18 juin 2019 accordée au profit de la commune pour l'équipement, l'entretien et l'exploitation des plages naturelles situées sur le domaine public maritime.

Christophe VIGNAUD :

Le point n° 11, c'est la demande de prolongation auprès de l'Etat de la concession du 18 juin 2019 accordée au profit de la commune pour l'équipement l'entretien et l'exploitation des plages naturelles situées sur domaine public maritime, donc comme vous le savez nous sommes suspendus à cette autorisation de la préfecture pour la suite à donner à nos fameuses cabanes, non pas les cabanes de surf mais les cabanes qui font essentiellement de la restauration.

Vous avez d'ailleurs vu un article dans le sud-ouest ce matin qui en parlait pour ce qui est des activités qui sont liées au surf, les concessions sont reconduites sans difficulté puisque c'est en fait de sont des sentinelles de sécurité au même titre que nos postes de secours.

Pour tout vous dire, nous sommes encore en discussion avec la préfecture afin de nous donner le temps nécessaire pour cela et de convaincre surtout les autorités à rester sur cette activité qui ne représente, pour votre formation, que 0,16% de l'ensemble de notre territoire de plage ce qui est infime.

Nous avons demandé à prolonger de 2 saisons les concessions de restauration, nous avons d'ailleurs reçu cette semaine la confirmation de la préfète qui autorise les exploitations à rester jusqu'en 2026. Cela nous rapporte aussi pas mal d'argent et donc cela nous laissera pendant ces périodes, la possibilité et l'opportunité d'arriver à convaincre les services de l'État de nous accorder un prolongement pour 12 ans.

Pour ce soir, je vous demande de m'autoriser à solliciter au nom de la commune et auprès de l'Etat la demande de prolongation afin d'obtenir cette prolongation pour les 12 prochaines années

Est-ce que vous avez des questions ? Passons au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-011 : Avenant à la convention de concession des plages naturelles

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le domaine public maritime est de la compétence de l'Etat, qui en est également le propriétaire. Celui-ci peut accorder des concessions à des personnes publiques ou privées pour en assurer la gestion, historiquement dans le cadre du décret n°2006-608 du 26 mai 2006. Il peut notamment autoriser une concession à entretenir et exploiter les plages concédées pour une durée qui ne peut excéder 12 ans afin de répondre « aux besoins du service public balnéaire ».

Ces concessions sont accordées en priorité aux communes. Des éventuels sous-traités d'exploitation peuvent être également autorisés après publicité et mise en concurrence préalable.

En effet, le concessionnaire peut lui-même confier à un ou plusieurs « sous-traitants », signataire de conventions d'exploitation, tout ou partie de ces activités nécessaires aux besoins du service public

balnéaire. La durée de cette convention ne peut excéder la durée de la concession accordée par l'Etat. Dans ce cadre-là, les 80% de la longueur et de la surface totale de la plage doivent être « libres de tout équipement et installations » et les installations (hormis les installations sanitaires publiques et postes de secours) ne peuvent être que des installations démontables ou transportables, permettant notamment à l'issue de l'exploitation, un retour du site à l'état initial. Ces installations peuvent être autorisées uniquement pendant une période préalablement définie et qui ne peut excéder six mois de l'année.

L'arrêté préfectoral DDTM/SPEMA/2019 n°00245 du 18 juin 2019 a accordé une concession des plages naturelles pour une durée de 6 ans à la Commune.

Madame la Préfète a alerté les élus littoraux de la mise en application du décret n° 2019-482 du 21 mai 2019 faisant la liste des aménagements légers pouvant être implantés sur les plages avec pour conséquence de remettre en cause l'exploitation en matière de restauration de plage. Les réunions de travail relatives à la mise en application de ce décret ont conclu à la nécessité de se donner davantage de délai pour étudier collectivement les éventuelles possibilités de repli en dehors du domaine public maritime.

Pour ce faire, il convient d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter (au nom de la Commune de Soorts-Hossegor, concessionnaire), auprès de l'Etat, concédant, la prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 de la concession des plages naturelles accordée par l'arrêté préfectoral DDTM/SPEMA/2019 n°00245 du 18 juin 2019 et à signer avec l'Etat l'avenant à la convention correspondante.

VU L'arrêté préfectoral DDTM/SPEMA/2019 n°00245 du 18 juin 2019 a accordé une concession des plages naturelles pour une durée de 6 ans à la Commune,

CONSIDÉRANT la mise en application du décret n° 2019-482 du 21 mai 2019 établissant la liste des aménagements légers pouvant être implantés sur les plages,

CONSIDÉRANT la nécessité de se donner le temps d'étudier sereinement et conjointement avec les services de l'Etat les éventuelles solutions possibles concernant le déplacement des établissements de restauration de plage,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

SOLLICITE auprès de l'Etat, autorité concédante du domaine public maritime, la prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 de la concession des plages naturelles accordée par l'arrêté préfectoral DDTM/SPEMA/2019 n°00245 du 18 juin 2019.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention correspondante, ainsi que tous documents s'y rapportant pour son exécution.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Christophe VIGNAUD

12.Label Handiplage : Renouvellement de la convention de partenariat pour les plages Sud et Blanche 2023-2027

Christophe VIGNAUD :

Point numéro 12, il s'agit du renouvellement de la convention de partenariat pour les plages sud et les plages blanches pour le label Handiplages, et c'est Mathilde qui va nous expliquer cela.

Mathilde VINTROU :

Merci Monsieur le maire comme vous le savez tous, l'accessibilité des plages est une préoccupation importante de la commune de Soorts-Hossegor. L'objectif est de permettre aux personnes à mobilité réduite de profiter de nos plages. D'autant plus que les efforts en la matière ne bénéficient pas uniquement aux personnes à mobilité réduite mais au plus grand nombre.

L'association Handiplage basée à Anglet a développé un label qui reconnaît les efforts en la matière. Les critères requis sont liés : aux parkings réservés, aux efforts en matière d'information des usagers, aux rampes d'accès, aux services proposés (sanitaires, douches, fauteuils amphibies...), à du personnel disponible pour la mise à l'eau ou sur le fauteuil amphibie...

Aujourd'hui, la commune dispose de 3 plages labellisées Handiplage, la plage Blanche et des Chênes Lièges au Lac et la plage Sud à l'océan.

Chaque année des travaux et des investissements sont réalisés pour entretenir et maintenir les conditions d'accueil sur les plages concernées. Le poste de secours de la plage sud est ouvert du 8 avril au 5 novembre et le poste de la plage Blanche est ouvert en juillet et en août.

Les travaux effectués, le matériel et le personnel disponible se sont traduits par une augmentation de la fréquentation des personnes en situation de handicap sur les plages ces dernières saisons. Les fauteuils amphibies sont utilisés quotidiennement sur les périodes de fortes fréquentations.

Ce label permettra de confirmer l'engagement de la Commune en matière d'accessibilité aux plages. De son côté, l'association communiquera (sur son site internet et auprès de son réseau de partenaires) sur l'accessibilité des plages de la commune.

Nous sommes donc invités à approuver cette convention et autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention pour une durée de 5 ans.

Christophe VIGNAUD :

Je rajouterai 2 choses, une plage qui va proposer du Handi Surf, il s'agit de la plage du boiteux et on a du nouveau matériel, c'est un nouveau tiralo qui nous a été offert dans cadre du centenaire en partenariat avec la fédération française de surf. Il sera mis à disposition à la plage Sud je pense, afin de pouvoir faire bénéficier les gens porteurs d'un handicap de profiter pleinement de la plage.

Vous avez des remarques ou des questions ? Est-ce que vous êtes d'accord pour qu'on autorise que vous m'autorisiez donc à signer la convention pour 5 ans avec cette association ? Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-012 : Label Handiplage : Renouvellement de la convention de partenariat pour les plages Sud et Blanche 2023-2027

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

CONSIDÉRANT que la Commune dispose de trois plages labellisées Handiplage, les plages Blanche et Chênes Lièges au Lac et la plage Sud à l'océan ;

CONSIDÉRANT que le label est attribué pour cinq ans et que celui décerné aux plages Sud et Blanche arrive à échéance cette année. ;

CONSIDÉRANT que chaque année des efforts en travaux et investissements sont faits sur ces plages pour maintenir les conditions d'accueil ;

CONSIDÉRANT que le renforcement des conditions d'accessibilité des plages et des activités nautiques pour les personnes en situation de handicap est un engagement de fort de l'équipe municipale.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec l'association Handiplage annexée à la présente, pour labelliser les plages Sud et Blanche de 2023 à 2027 pour un montant de 300 € par plage.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

RESSOURCES HUMAINES :

17. Ouvertures de postes à la suite des avancements de grade pour l'année 2023.

Christophe VIGNAUD :

Passons aux points ressources humaines monsieur Baudouin MERLET je vous laisse la parole,

Baudouin MERLET :

Point numéro 13, dans le respect des lignes directrices de gestion qui ont été mises en place il y a maintenant plus d'un an, la commission des ressources humaine s'est réunie en mars dernier pour étudier l'éligibilité des agents à l'avancement de grade dans leur poste actuel.

A ce titre, la commission en a retenu 6, si vous voulez le détail des postes je me tiens à votre disposition.

Christophe VIGNAUD :

On vous demande simplement de valider cela, est-ce que vous êtes d'accord sur les avancements qui ont été proposés ? Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-013 : Ouvertures de postes et modification du tableau des effectifs

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

En application des Lignes Directrices de Gestion, il convient d'ouvrir et de modifier les postes suivants :

- **3 postes d'Adjoint technique principal de 2^{ème} classe**
(En remplacement de 3 postes d'Adjoint technique)
- **2 postes d'Agent social principal de 2^{ème} classe**
(En remplacement de 2 postes d'Agent social)
- **1 poste de Rédacteur principal de 2^{ème} classe**

CONSIDÉRANT la volonté d'ouvrir des postes à la suite de nomination via les avancements de grades de l'année 2023 et conformément aux Lignes Directrices de Gestion de la Commune de Soorts-Hossegor.

VU l'avis favorable de la Commission des Ressources Humaines du 22 mars 2023,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de modifier le tableau des effectifs en créant les postes suivants :

- 3 postes d'Adjointes techniques principal de 2^{ème} classe ;
- 2 postes d'Agent social principal de 2^{ème} classe ;
- 1 poste de Rédacteur principal de 2^{ème} classe.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

14. Prorogation de la durée de la convention 2020-2022 relative aux pôles retraites et protection sociale du Centre de Gestion des Landes 40 avec les mêmes conditions techniques, juridiques et financières que la convention initiale.

Baudouin MERLET :

Point 14, il s'agit de la prolongation de la convention pôle retraites et protection sociale avec le CDG des Landes. Vous n'êtes pas sans ignorer que la gestion des retraites est confiée au centre de gestion des Landes, les retraites de nos agents et ceci par le biais d'une convention qui est signée entre municipalité et le centre de gestion. Celui-ci est en retard pour l'instant sur la remise à plat du contenu de cette convention et donc il y a une période où il y a un vide et nous souhaitons que ce vide soit comblé par un avenant.

Sachant que les conditions juridiques et financières restent inchangées pendant cette prolongation.

Christophe VIGNAUD :

Avez vous des questions ? Passons au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Point suivant, Baudouin.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n° 230428-014 : Avenant n°1 à la convention pôles retraites et protection sociale du Centre de Gestion des Landes

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal de l'avenant à la convention rédigé par le Centre de gestion des Landes ayant pour intitulé : Avenant n°1 à la convention pôles retraites et protection sociale.

Cet avenant n°1 à la convention est conclu en application des dispositions de l'article L. 452-41 du code de général de la fonction publique territoriale, et vient proroger les termes de la convention initiale 2020-2022 à compter du 1^{er} janvier 2023 jusqu'à la signature de la nouvelle convention de partenariat avec la Caisse de Dépôts et Consignations.

Le CDG des Landes propose un avenant à la convention, dans l'attente de la signature d'une nouvelle convention de partenariat avec la Caisse de Dépôts et Consignations, agissant en qualité de

gestionnaire de la CNRACL, de l'IRCANTEC et de la RAFF. Il est établi afin d'éviter que les collectivités adhérentes n'aient plus de conventionnement pour 2023.

Cet avenant est proposé dans les mêmes conditions techniques, juridiques et financières que la convention initiale 2020-2022.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention pôles retraites et protection sociale du Centre de Gestion des Landes.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer cet avenant à la convention ainsi que tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

15. Plafonds de prise en charge du Compte Personnel de Formation (CPF) et ses modalités de mise en œuvre.

Baudouin MERLET :

Point n° 15, il s'agit du plafond de la prise en charge du compte personnel de formation et ses modalités. Nous nous avons été sollicités par les agents de la municipalité pour participer à la prise en charge d'une partie de la formation des agents.

Jusqu'à présent rien n'avait été budgétisé à ce sujet-là, désormais, nous avons décidé de budgétiser 15% au titre de la formation dans son ensemble. Et le montant global du budget « formation » c'est 10 000€, cela limite de manière sensible le nombre d'agents qui pourraient être concernés et pour vous donner un petit exemple 1 500€ si je ne me trompe pas ça représente le coût d'un bilan compétence oui pour un agent ça veut dire que c'est il y avait un argent qui nous demandait un bilan de compétences pour être le corps ou pour partir pardon dans une autre municipalité ou dans le privé ce qui est à peu près la même chose.

Christophe VIGNAUD :

Avez-vous des questions ? Passons au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-015 : Délibération fixant les plafonds de prise en charge du compte personnel de formation (CPF) et ses modalités de mise en œuvre

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la fonction publique ;

VU la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;

VU le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2014-1717 du 30 décembre 2014 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Système d'information du compte personnel de formation » relatif à la gestion des droits inscrits ou mentionnés au compte personnel de formation ;

VU le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU l'avis favorable de la Commission des Ressources Humaines en date du 22 mars 2023,

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial réuni en date du 12 avril 2023,

Considérant ce qui suit :

Les articles L. 422-4 à L. 422-7 du code général de la fonction publique créent, à l'instar du dispositif existant pour les salariés de droit privé, un Compte Personnel d'Activité (CPA) au bénéfice des agents publics, c'est à dire aux fonctionnaires et aux agents contractuels, qu'ils soient recrutés sur des emplois permanents ou non, à temps complet ou non complet.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, tout agent public bénéficie d'un Compte Personnel d'Activité (CPA). Celui-ci a pour objectifs de renforcer l'autonomie des agents publics et de faciliter leur évolution.

Dans le secteur public, le Compte Personnel d'Activité (CPA) se compose de deux comptes distincts :

- **le Compte Personnel de Formation (CPF) ;**
- **le Compte d'Engagement Citoyen (CEC).**

Le CPA a pour objectifs, par l'utilisation des droits qui y sont inscrits, de renforcer l'autonomie et la liberté d'action de l'agent et de faciliter son évolution professionnelle.

Le Compte Personnel de Formation mis en œuvre dans ce cadre se substitue au Droit Individuel à la Formation (DIF). Il permet aux agents publics d'acquérir des droits à la formation, au regard du travail accompli, dans la limite de 150 heures, portés à 400 heures pour les agents de catégorie C dépourvus de qualifications. Un crédit d'heures supplémentaires est en outre attribué, dans la limite de 150 heures, à l'agent dont le projet d'évolution professionnelle vise à prévenir une situation d'incapacité à l'exercice de ses fonctions.

Les agents publics peuvent accéder à toute action de formation, à l'exception de celles relatives à l'adaptation aux fonctions exercées, ayant pour objet l'acquisition d'un diplôme, d'un titre, d'un certificat de qualification professionnelle ou le développement des compétences nécessaires à la mise en œuvre de son projet d'évolution professionnelle.

Certaines formations sont considérées par les textes réglementaires comme prioritaires dans l'utilisation du CPF :

- la prévention d'une situation d'incapacité à l'exercice des fonctions ;
- la validation des acquis de l'expérience ;
- la préparation aux concours et examens.

L'organe délibérant peut définir d'autres priorités, en complément.

Le Compte Personnel de Formation peut également être mobilisé en articulation avec le congé de formation professionnelle et en complément des congés pour validation des acquis de l'expérience et pour bilan de compétences.

Le décret du 6 mai 2017 précise les conditions et modalités d'utilisation du CPF et prévoit notamment que la prise en charge des frais pédagogiques et des frais occasionnés par le déplacement des agents à cette occasion peut faire l'objet de plafonds déterminés par l'assemblée délibérante.

DÉCIDE :

Article 1 : Plafonds de prise en charge des frais de formation au titre du CPF

Dans le cadre des dispositions ouvertes par l'article 9 du décret du 6 mai 2017 susvisé, la prise en charge des frais pédagogiques se rattachant à la formation suivie au titre du compte personnel d'activité est plafonnée de la façon suivante :

- Le budget annuel global consacré aux coûts pédagogiques des projets s'inscrivant dans le cadre du CPF s'élève à 15% du budget formation arbitré de manière annuelle ;
- La somme pouvant être accordée pour une action de formation CPF est plafonnée à 1500 euros TTC.

En cas de non consommation desdits crédits avant le 1er septembre de l'année N, ces derniers seront dédiés à de la formation professionnelle en concordance avec les besoins de la collectivité.

Article 2 : Prise en charge des frais occasionnés

La collectivité ne prend pas en charge les frais occasionnés par les déplacements ou autres frais annexes (repas, hébergement, ...) des agents lors des formations. Ces frais seront à la charge de l'agent.

Article 3 : Demande d'utilisation du CPF

L'agent devra formuler une demande dans les délais impartis selon le calendrier communiqué par le service des Ressources Humaines.

L'agent devra formuler sa demande de formation au titre du CPF par écrit par le biais du formulaire de demande d'utilisation du CPF (accessible auprès du chef de service et du service des Ressources Humaines).

Le dossier doit impérativement comporter les éléments suivants :

- La description détaillée du projet d'évolution professionnelle et motivations ;
- Le programme et la nature de la formation visée ;
- Le nom de l'organisme de formation sollicité ;
- Le nombre d'heures requises, le calendrier et le coût de la formation ;

Article 4 : Instruction des demandes

Les demandes devront obligatoirement être présentées dans le respect du calendrier dressé par le service des Ressources Humaines.

Périodicité du calendrier : pour une formation entrant dans un cadre courant, les dossiers seront examinés entre janvier et mai de l'année N pour une inscription à l'action de formation en septembre de l'année en cours.

Article 5 : Critères d'instruction et priorité des demandes

Lors de l'instruction des demandes, les actions de formations suivantes seront prioritaires (article 8 du décret n° 2017-928 du 6 mai 2017) :

1. Les actions de formation visant à prévenir une situation d'incapacité à l'exercice des fonctions ;
Suivre une action de formation, un accompagnement ou bénéficier d'un bilan de compétences, permettant de prévenir une situation d'incapacité à l'exercice des fonctions ;

2. Suivre une action de formation ou un accompagnement à la validation des acquis de l'expérience par un diplôme, un titre ou une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles ;
3. La prévention de l'usure professionnelle (physique et psychique) ;
4. Les projets de reconversion, de mobilité professionnelle ;
5. Suivre une action de formation de préparation aux concours et examens qui ne sont pas nécessaires aux besoins immédiats de la collectivité.

Chaque situation sera ensuite appréciée en considération des critères suivants :

1. Le calendrier de formation et les nécessités de service ;
2. L'ancienneté dans le poste ;
3. Le coût de formation ;
4. Autre dispositif de financement de formation dont l'agent aurait déjà bénéficié ;
5. Le nombre de formations suivies par l'agent dans l'année ;
6. La pertinence de la formation par rapport à la situation ou au projet de l'agent (démarche d'acquisition d'un diplôme, l'agent devra avoir un projet construit et devra avoir les prérequis pour suivre l'action de formation envisagée)

L'agent devra avoir un projet construit et avoir réalisé des démarches pour découvrir et s'approprier le métier/l'activité envisagée. En outre, il devra bien entendu avoir les prérequis pour suivre l'action de formation envisagée.

Article 6 : La décision de l'autorité territoriale

La décision de l'autorité territoriale sera adressée par écrit à l'agent dans un délai de 2 mois. En cas de refus, celui-ci sera motivé, et pourra être contestée à l'initiative de l'agent devant l'instance paritaire compétente.

AUTORISE Monsieur le Maire à adopter les plafonds de prise en charge du CPF et ses modalités de mise en œuvre.

PRÉCISE que les crédits correspondants sont inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,
Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

16.Modification du règlement intérieur du personnel communal.

Christophe VIGNAUD :

Dernier point, il s'agit de la modification du règlement intérieur du personnel communal

Baudouin MERLET :

En accord avec les membres du comité social territorial, je vais vous dire du CST comité social qui s'est tenu le 12 avril dernier, nous avons jugé opportun de modifier le règlement intérieur et tout ceci pour une mise en adéquation des horaires inscrits au sein du règlement intérieur avec les amplitudes horaires sur le terrain.

Il y a plusieurs raisons à cela mais il y en a 2 qui paraissent essentielles, cela permet de bien cadrer les horaires d'accueil au public et cela permet aussi de bien contrôler quand il y a un accident pour un agent si c'est un accident du travail ou non.

Voilà, je pense que c'était une bonne une bonne réflexion de leur part et donc de ce fait on a demandé cette modification qu'on va inscrire au règlement intérieur si vous en êtes d'accord.

Christophe VIGNAUD :

Avez-vous des questions ? Passons au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 avril 2023

Délibération n°230428-016 : Mise à jour du Règlement intérieur du personnel communal de Soorts-Hossegor

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt et un avril deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Sandrine BOMPAS a donné procuration à Oriane RUVAL, Jean BELLOCQ a donné procuration à André JAKUBIEC, Lionel BARBERIS a donné procuration à Christian DUCAMP, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-8,

VU la délibération du Conseil Municipal du 13 mars 2014 adoptant le règlement intérieur du personnel de la Commune de Soorts-Hossegor,

VU les délibérations des Conseils Municipaux du 6 avril 2022 et du 20 janvier 2023 portant modification du règlement intérieur du personnel communal de la Ville de Soorts-Hossegor,

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 12 avril 2023,

CONSIDÉRANT la réunion de la Commission des Ressources Humaines en date du 22 mars 2023 afin de procéder à l'étude de propositions visant à modifier les dispositions du règlement intérieur du Conseil municipal,

CONSIDÉRANT dès lors qu'il convient de prendre acte des modifications proposées à la suite de la séance du Comité Social Territorial.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

ADOpte le règlement intérieur du personnel modifié ci-annexé, et charge Monsieur le Maire et le Directeur Général des Services de l'exécution et de la publication de cette délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 avril 2023,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Christophe VIGNAUD :

Nous avons presque fini avec le conseil de ce soir, il me reste à vous préciser les décisions du Maire qui ont été prises.

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

Décisions du maire :

Affaires Générales :

- Sollicitation d'une subvention auprès du fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation FIPDR dans le cadre de l'extension du système de vidéosurveillance

Décision du Maire du 17 mars 2023

Objet : sollicitation de subvention auprès du fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation FIPDR dans le cadre de l'extension du système de vidéosurveillance

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 26 qui lui confie pour la durée du présent mandat, la délégation suivante : « De demander à tout organisme financeur, dans la limite d'un montant de 500 000 euros par projet, l'attribution de subventions »

Vu l'arrêté préfectoral DSEC/BSI 2022-1099 en date du 7 décembre 2022 portant renouvellement d'un système de Vidéoprotection sur la commune de Soorts-Hossegor ;

Considérant que l'amélioration et l'extension du dispositif de vidéoprotection existant sont des mesures adaptées et proportionnées, à titre préventif et répressif, au regard des risques identifiés en matière de sécurité sur la commune ;

DÉCIDE

Article 1 : de définir le plan de financement prévisionnel comme suit :

Dépenses	Montant HT		Recettes	Montant HT
Extension d'un système de vidéoprotection	130 120 €		FIPDR (50%)	65 065 €
			Fonds propres (50%)	65 065 €
TOTAL	130 120 €			130 120 €

Article 2 : à solliciter l'aide financière de l'Etat à hauteur de 50% de la dépense au titre du FIPDR pour l'extension du système de vidéosurveillance communal.

Article 4 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

- Echange culturel à Tahiti : conditions et tarification des participants au voyage



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 21 mars 2022

Objet : Echange culturel à Tahiti : conditions et tarification des participants au voyage

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 9 mai 2021 portant délégation d'attribution au Maire,

Vu la signature officielle du jumelage de la commune de Soorts-Hossegor avec la commune de Taiarapu-Ouest et Teahupo'o sur la presqu'île de Tahiti en date du 11 mai 2022 ;

Considérant que dans le cadre de cette convention des ateliers de travail commun sont engagés sur 3 thématiques : le tourisme-- le sport-- la culture et la gastronomie

Considérant que l'objectif commun est de créer des liens d'échange et de partage d'expériences de chacun avec des vues objectives sur l'avenir des 2 communes jumelées ;

Considérant la volonté de la commune de Soorts-Hossegor de faire vivre ce jumelage au travers des enfants et notamment donner la possibilité à 12 enfants de la commune d'aller à la rencontre des jeunes de Tahiti et notamment du centre des jeunes Adolescents de Vaïaro, lors d'un voyage prévu du 8 au 23 avril 2023.

DECIDE

Article 1 :

D'autoriser le voyage d'une délégation officielle composée de 12 jeunes de la commune encadrés par 6 adultes et accompagnés de 6 personnes extérieures (agents et élus de la collectivité) soit un groupe de 24 personnes.

La prise en charge des frais de transports, hébergements et autres par la commune pour l'ensemble du groupe conditionné à la participation financière de chacun en fonction des critères établis.

La participation financière des 12 jeunes sera basée sur le quotient familial comme indiqué ci-après :

QUOTIENT FAMILIAL	MONTANT PARTICIPATION
0-794	165 €
795-1500	275 €
+1500	385 €

La participation financière des 6 adultes encadrants est fixée à hauteur de : 385 €

Les 6 accompagnants extérieurs devront prendre à leur charge la totalité des frais du voyage.

AUTORISE la commune à régler l'ensemble des factures du groupe et que la commune perçoive :

- la participation individuelle de chacun au prorata du quotient familial pour les 12 jeunes
- la participation individuelle de chacun des 6 adultes encadrants fixée à 385 €
- le remboursement total des frais avancés par la commune et dûs par les 6 accompagnants extérieurs.

Article 2:

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 3 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

- Contrôles techniques des bâtiments au Sporting Casino



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 28 mars 2023

Objet : Contrôles techniques bâtiment Sporting Casino

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article de l'article L 2123-1 du Code de la commande publique concernant les marchés passés selon la procédure adaptée,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu la volonté du Conseil Municipal de réhabiliter le Sporting Casino

Considérant la nécessité d'effectuer des contrôles techniques au fur et à mesure de l'avancée du projet comprenant :

La solidité des ouvrages et équipements indissociables, solidités des ouvrages existants, sécurité des personnes en cas de séisme, sécurité des personnes dans les ERP, accessibilité aux personnes à mobilité réduite...

Considérant que, l'offre de la société Apave est la mieux disante

DÉCIDE

Article 1 :

De retenir l'offre de la société Apave -antenne de Bidart pour un montant de : 39 250 € HT

Article 2 : De signer les devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

Article 3 : Les sommes nécessaires au financement de ces travaux sont inscrites au budget principal de la commune.

Article 4 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor
Pour le Maire empêché,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

- Tarifs d'occupation du domaine public communal



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 7 avril 2023

Objet : : Revalorisation des redevances d'occupation du domaine public à titre commercial pour l'année 2023

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 2 « fixer, dans la limite d'un montant de 2 500 € par droit unitaire les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal » ;

Vu l'article L 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Vu l'article L 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux droits de voirie et d'occupation du domaine public,

Vu l'arrêté municipal n°2023-57 en date du 16 février 2023 portant règlement d'occupation du domaine public à usage commercial et entérinant la Charte des terrasses,

CONSIDERANT que le domaine public est un bien inaliénable et imprescriptible,

CONSIDERANT que son occupation privative, est temporaire, précaire, révocable, soumise à autorisation préalable et au paiement d'une redevance,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire et opportun de redéfinir les droits d'occupation privative du domaine public afin d'une part de répondre aux principes de gestion, de préservation, de sécurité et de circulation au sein des espaces publics

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de fixer les tarifs d'occupation du domaine public liés à une activité commerciale,

DECIDE

Article 1 :

A compter de la date du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2023, les tarifs d'occupation du domaine public commercial sont fixés comme suit :

TYPES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	Tarifs 2023 en €
TARIFS TERRASSES	
Terrasses – le m2/mois	
Centre-Ville	16,60
Placette Centre-Ville	6,13
Place et rue des Landais	13,38
Point d'Or	1,63

Terrasses caillebotis– le m2/mois	
Centre-Ville	19,88
TARIFS MARCHÉ DE PLEIN AIR, BROCANTE	
Marché forain et artisanal	
De 1 à 3 ml/jour les mercredis et vendredis des mois de juin et septembre	12
De 1 à 3 ml/jour les dimanches du mois d’octobre pour les commerçants qui font le choix de s’abonner pour le mois d’octobre	12
De 1 à 3 ml/jour pour tous les autres jours de marché	18
MI supplémentaire/jour pour tous les jours de marché	3
Food-Trucks – Forfait emplacement/jour	50
Marché producteurs	
MI/jour	1
Brocante	
Centre-ville - forfait emplacement/jour	25
Parc Rosny – forfait emplacement/jour	15

TARIFS MARCHÉ COUVERT - HALLES	
Etal aménagé quel que soit le commerce – le m2/mois	23,86
Terrasse – le m2/mois	9,48
Annexe– le m2/mois	4,73

TARIFS CHAPITEAUX	
Installation de chapiteaux sur le domaine public – le m2/jour	3,00

TARIFS FOIRES GASTRONOMIQUES OU ARTISANALES PARC ROSNY	
Food-Trucks – Forfait emplacement/par Food Trucks/par jour	50,00

TARIFS MARCHÉ DE NOËL	
Food-Trucks – Forfait emplacement/par Food Trucks/ par jour	50,00
Chalet de Noël – Forfait emplacement/par chalet	600,00

TARIFS ANIMATION D’ENTREPRISE	
½ journée	100
Journée	150

TARIFS DEPOT SUR LE DOMAINE PUBLIC	
Echafaudage – le ml/semaine	2,50
Bennes - forfait emplacement/jour	16,00
Dépôts de matériaux – le m2/jour	0,20

Palissade de chantier - le ml/jour	1,10
Palissade de chantier avec dépôt de matériaux – le m2/jour	1,50

Article 2 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 3: La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

- Contrat de prêt à usage avec des administrés pour la création de jardins partagés sur les parcelles numérotées AX3 4 et AX 21 sise lieu-dit « Les Barthes »



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du Maire du 7 avril 2023

Objet : Contrat de prêt à usage avec des administrés pour la création de jardins partagés sur les parcelles numérotées AX3 4 et AX 21 sise lieu-dit « Les Barthes »

Monsieur VILLEGGER, adjoint au Maire en charge de l'environnement et de l'écologie rappelle que la commune a décidé de favoriser l'accès à des jardins partagés ou collectifs pour le plus grand nombre. Ces jardins font partie du panier alimentaire des Français mais constitue également un vecteur des activités physiques, sociales et/ou culturelles.

La Commune de SOORTS-HOSSEGOR souhaite créer, sur les parcelles cadastrées AX 34 et AX 21 des jardins partagés. Ce qui permettra de développer des projets familiaux, individuels ou collectifs...

Pour formaliser cet usage, il est proposé d'établir un contrat de prêt à usage (également appelé commodat) avec des administrés ayant répondu à cet appel à projets.

Vu l'appel à projets diffusé sur le site internet de la commune le 24 septembre 2022, et sur le bulletin municipal.

CONSIDÉRANT l'intérêt pour la Commune de favoriser l'accès à des jardins partagés ou collectifs,

CONSIDÉRANT le souhait des administrés volontaires à participer à ce projet de jardins partagés.

DÉCIDE

Article 1 : D'établir un contrat de prêt à usage avec les administrés ayant répondu à cet appel à projets sur les parcelles cadastrées Section AX numéro 34 et Section AX numéro 21.

Article 2 : De signer les conventions relatives à ce dossier.

Article 3 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 4 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor,
Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Marchés publics :

- Avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre pour la sécurisation des modes de déplacements doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor.



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 21 mars 2023

Objet : Avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre pour la sécurisation des modes de déplacements doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article de l'article L 2123-1 du Code de la commande publique concernant les marchés passés selon la procédure adaptée,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu la décision du maire en date du 10 juin 2022 relative aux entreprises retenues pour le choix de la maîtrise d'œuvre

Vu la décision du maire en date du 9 septembre 2022 relative à l'avenant n°1 du marché de maîtrise d'œuvre

Considérant qu'à la suite des études réalisées par Cauros, la maîtrise d'ouvrage a demandé des travaux supplémentaires.

DÉCIDE

Article 1 :

D'établir l'avenant suivant :

Modification du marché conformément à l'article R 2194-2 et s. du code de la commande publique :

Montant initial (H.T)	Objet de l'avenant	Avenants (H.T)	Soit une augmentation de %
81 190 €	-Réalisation d'un carrefour giratoire rue du Temple. -Rénovation de la rue du Temple avec jonction sur la route des Lacs. Création d'une voie verte av Edmond - Rostand avec raccordement sur le giratoire du Stade	9 358€	+11.5%

Montant cumulés des avenants : 11 887€ soit 14.64%

Article 2 :

De signer les décisions avec l'entreprise CAUROS et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

Article 3 :

Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

Article 4 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor,
Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Christophe VIGNAUD :

Voilà pour l'ordre du jour de ce conseil, comme je vous l'avais dit il s'agissait d'un conseil intermédiaire, les gros conseils sont passés avec les budgets et nous aurons certainement d'autres sujets importants au prochain conseil, le 23 juin.

Donc vous voyez, nous avons un peu de temps, celui-ci sera sûrement plus conséquent. Si vous avez des questions ou des remarques ? Non, et bien je vous souhaite une bonne soirée, je vous remercie de votre attention et rendez-vous le 23 juin à 19h00.

Vous aurez toutes les informations par e-mail, avec vos convocations.

Je vous remercie bonne soirée et bon week-end et n'oubliez pas c'est bientôt le 1er mai, allez acheter du muguet, bonne soirée.

Adopté et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 9 Juin 2023

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD